

# SANS JUSTICE SOCIALE, PAS DE PAIX !

## NON AUX DISCRIMINATIONS ET A LA RÉPRESSION !

La révolte des jeunes dans la plupart des quartiers populaires de l'Hexagone depuis plus de deux semaines, est révélatrice d'une véritable crise sociale attisée par les politiques répressives et sécuritaires et les discriminations en tout genre.

La mort des deux jeunes de Clichy-sous-Bois ayant voulu échapper à un contrôle policier est une conséquence de l'escalade sécuritaire développée par le Ministre de l'Intérieur et soutenue par Chirac et le gouvernement :

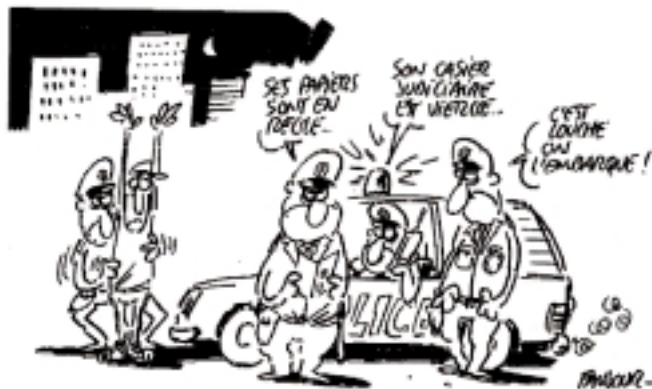
- multiplication des contrôles au faciès et des arrestations arbitraires des jeunes des quartiers défavorisés,
- expulsion de familles d'immeubles parisiens dits insalubres, sans relogement,
- "rafles" et expulsion de sans papiers dans les quartiers populaires (Belleville, Barbès ...).

Cette politique sécuritaire, à des fins populistes et démagogiques, se double d'une politique anti-sociale : baisse des crédits des associations de quartiers, fin des emplois jeunes, démantèlement des services publics, hausse des loyers des HLM, accentuation de la précarité avec les CNE (contrats nouvelle embauche) ...

Face à une situation sociale d'urgence, le Gouvernement et Chirac n'ont comme seule réponse immédiate la mise en place de l'état d'urgence (loi du 3 avril 1955) pour "museler la contestation sociale" et faire "régner l'ordre public". 1800 jeunes arrêtés et l'expulsion des jeunes étrangers, voilà les seuls résultats d'une telle politique.

La réponse à cette crise sociale ne passe ni par la répression, ni par la provocation. C'est bien d'une autre politique sociale et économique, en rupture avec les orientations libérales actuelles, que les jeunes et habitants de ces quartiers défavorisés ont besoin.

Par conséquent, nous appelons la jeunesse (jeunes précaires, chômeurs, étudiants, lycéens) à manifester mercredi 16 novembre pour exiger :



- la vérité sur les circonstances de la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré, et que justice soit rendue.
- l'arrêt des politiques de la criminalisation des populations défavorisées, immigrées et des jeunes des quartiers populaires.
- L'arrêt des incarcérations en séries, les jugements injustes, expéditifs et arbitraires et des expulsions et reconduites à la frontière.
- la rétablissement et l'augmentation massive des crédits destinés aux associations de quartiers.
- l'instauration d'un plan d'urgence pour permettre l'accès à l'éducation, logement, emploi, santé, transports, culture, condition d'une véritable justice sociale.

- le retrait immédiat de l'état d'urgence, la fin de la logique répressive et de la surenchère policière.

**Manifestation Mercredi 16 Novembre**  
**Départ à 14h devant la fac de Saint-Denis**  
**Métro Saint-Denis Université (ligne 13)**

Premiers signataires : Alternative Libertaire, CLEPS (Comité lycéen Étudiant Paris Sud), CNT-STE (75, 92,93), NO PASARAN, SUD Étudiant, VAMOS!, Collectif des Étudiants Étrangers de Paris 8, IPAM, CEDETIM, émancipation tendance intersyndicale, Réseau Féministe "ruptures", DAL, MIB, LDH Fédération 93, Droits Devant...